

2<sup>ème</sup> rencontre nationale de l'Agora

Nouvelles formes de l'installation en zone rurale

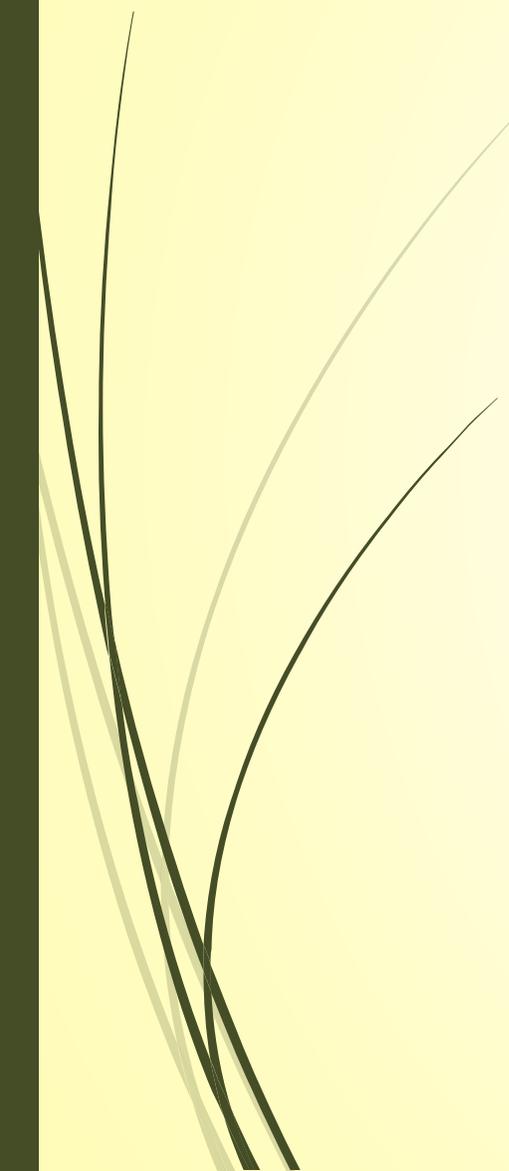
Sainte Croix – Drôme – 3 et 4 juillet 2020

# Histoire et devenir de l'installation-transmission

Yannick Sencébé  
Agrosup Dijon- Inrae Cesaer

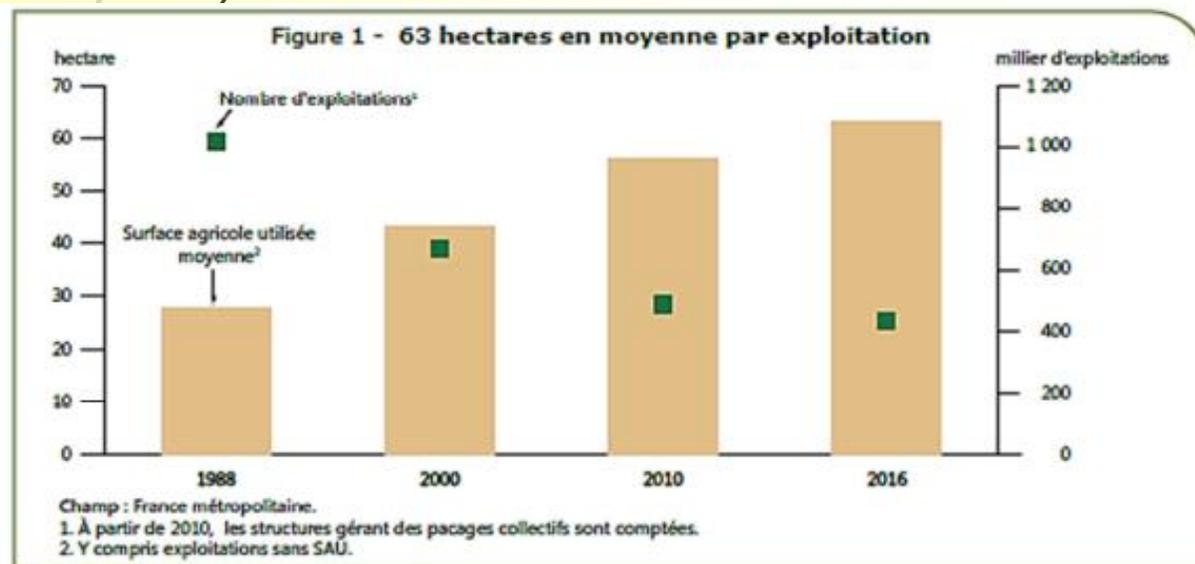


# Plan de l'intervention

- Quelques constats sur la situation de « non transmission »
  - En quoi est-ce l'aboutissement des politiques foncières depuis 1960 ?
  - Défis actuels et nouveaux horizons
- 

# Quelques constats sur la non-transmission

	1955	2010	2016	Taux d'évolution
Nombre d'exploitation	2 280 000	490 000	437 000	- 80,8%
Dont <20 ha	1 791 000	211 400	175 300	-90,2%
	78,5%	43,1%	40%	



- Concentration des structures d'exploitation
- Agrandissement tendanciel des exploitations
  - Traduction de la non-transmission à chaque génération

# Quelques constats sur la non-transmission

## ► Sur 100ha de terre libéré / an

- 40 % vont à l'agrandissement;
- 10% à l'urbanisation;
- 50% à l'installation ;

(Rapport Bernier, 2005)

## ► Concentration des structures et capitalisation

- **+74% de capital/ exploitation entre 1990 et 2013** (Rapport mission parlementaire, 2018)

- - reprises plus difficiles
- - montages complexes avec apporteurs de capitaux

## ► S'installer devient de plus en plus difficile

# Le non renouvellement en chiffre

**13 925** exploitant-e-s ont été installées en 2018. (MSA)  
Ces installations ne compensent qu'environ **2/3 des 20 000 cessations d'activité par an** (Avis CESE 2020)

## Quelques chiffres

Nombre d'exploitations agricoles : - 18 % (2006 à 2016)

Bovins lait et mixtes : 1 installation/ 2 départs

Bovins viande : 2 installations/ 3 départs

Grandes cultures : 3 installations/ 4 départs

Source : rapport Impact sur l'installation et la transmission en agriculture, données MSA.

# L'Aboutissement des politiques de modernisation?

## ► **Organiser la fin des paysans :**

- Diagnostic au sortir de la guerre : « moderniser » pour assurer la souveraineté alimentaire ....
- Croyance dans le progrès, revanche ou stratégie du choc ?

## ► **Un ensemble de dispositifs dont :**

- L'IVD (indemnité viagère de départ) et la DJA (Dotation Jeune Agriculteur)
- Le grand remplacement
- La mise en place d'une « profession » très encadrée et intégrée au secteur agro-industriel

## ► **Un ensemble d'outils de contrôle de l'accès au foncier**

- Délégation de contrôle de l'Etat à la « profession » : congruence des intérêts pour la modernisation
- Co-gestion des politiques agricoles entre l'Etat et « la » profession représentées par 2 syndicats majoritaires à leur début
- mais très vite s'organise un monde alternatif du développement agricole et rural
  - 1950'S : Création des Civam ; Paysans travailleurs
  - 1960'S : Nature et Progrès ; ...

# L'Aboutissement des politiques de modernisation?

- 3 outils majeurs pour l'accès à la terre
- Statut du fermage (1946) → La terre comme outil de travail et patrimoine familial
  - 75% de la SAU, agrandissement et tenure inversée, rapport de force avec SNPPR
- La Safer (1960-1962) → Le contrôle sur la propriété de la terre
  - Mais des objectifs contradictoires et des limites aux portes des Sociétés
- Le contrôle des structures (CDOA) → Le contrôle sur l'exploitation des terres
  - Des seuils qui varient et augmentent en tendance

# L'Aboutissement des politiques de modernisation?

- Des soubassements idéologiques qui alimentent la centrifugeuse agraire :
  - Le productivisme démocratique
  - La méritocratie foncière

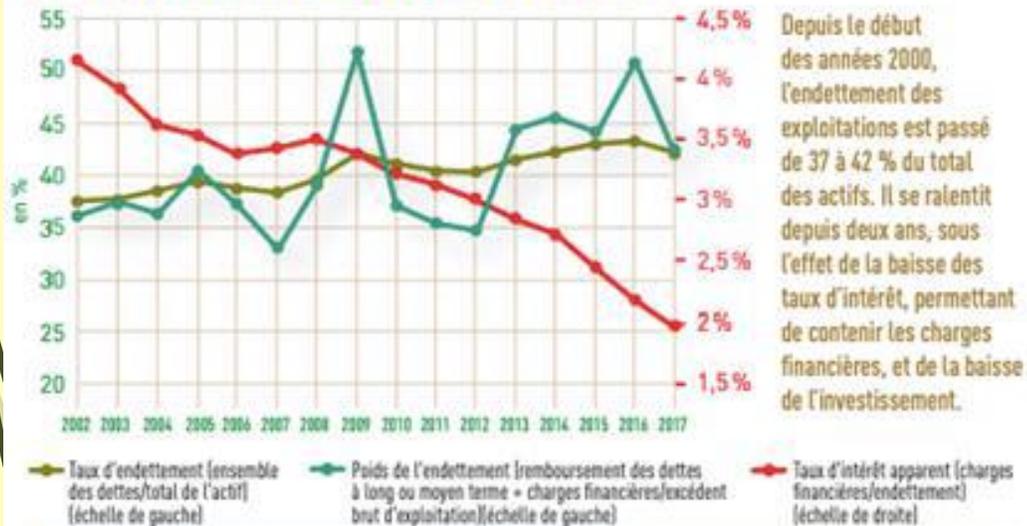
# L'Aboutissement des politiques de modernisation?

- Des évolutions internes et externes à la profession qui alimentent la crise de reproduction sociale :
  - Ceux qui « réussissent » envoient leur enfants en études supérieures, ceux qui « échouent » ne transmettent pas
  - Les outils de contrôle du foncier sont lâchés par le « haut » (libéralisation) et éloignés du « bas » de la profession
  - La course aux ha est alimentée par la réforme de la PAC (paiement à l'ha) et par la mondialisation des marchés agricoles

# L'Aboutissement des politiques de modernisation?

- Des agriculteurs endettés et dépendants des aides
- Des retraites de 700 euro en moyenne

## Des exploitations agricoles endettées

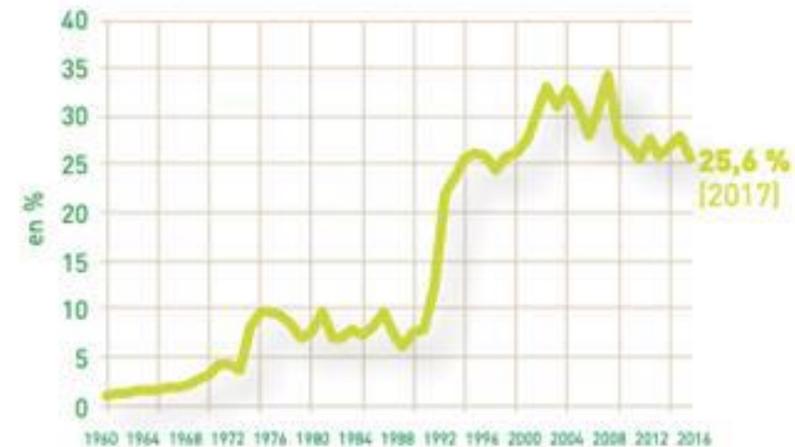


### Endettement des exploitations agricoles françaises

Chambres d'agriculture - Études économiques

Source : SSP, RICA 2018 - Résultats 2017 prévisibles

## Progression des aides directes et des subventions dans la formation du revenu agricole



### Poids des aides directes et subventions dans la valeur ajoutée brute au coût des facteurs

Chambres d'agriculture - Études économiques

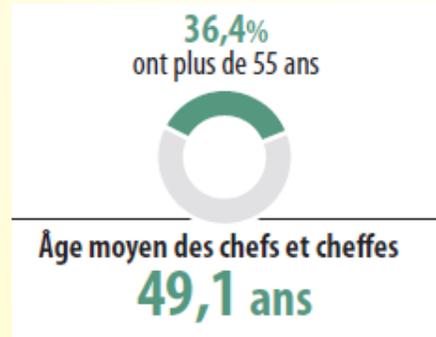
Source : INSEE

# L'Aboutissement des politiques de modernisation?

- Des stratégies de maintien du revenu incompatibles avec la transmission
  - Vendre au plus offrant
  - Espérer que le « loto tombe sur la parcelle »
  - Se maintenir agriculteur pour toucher les aides PAC et recourir au travail à façon
- 75% de la SAU est exploitée en fermage
- La propriété reste aux mains des agriculteurs et de leur famille mais ...
  - Les parents sont de +/+ éloignés de l'agriculture
  - Décalage de calendrier patrimonial entre acheteur et vendeur
  - Une tendance des propriétaires à reprendre leur terre pour l'exploiter, souvent par délégation (entreprises de travaux agricoles)

# Défis actuels et nouveaux horizons

- **1%** de la population (711 000 ETP ou 824 000 pers.) s'occupe d'alimenter **67 millions** de personnes : est-ce tenable pour assurer l'autonomie alimentaire ? [Sources Enquête Structure 2016]
  - Depuis 1940 : Pop. Franç. + 67% ; Agriculteurs -90% → Importation et dépendance
  - Il faut installer plus et consacrer plus de bras à l'agriculture
- **La transmission est un enjeu urgent et une occasion de transition**



**OBJECTIF**  
**15%**  
de la SAU\* en agriculture bio en 2022 (EGA\*)

2022

7,5% en 2019

**1/4**

des exploitations et  
des actifs agricoles  
auront disparu  
d'ici 5 ans

2025

**45%**

des agriculteurs  
vont cesser leur activité  
d'ici 2026

2026

# Défis actuels et nouveaux horizons

## Un paysage de l'installation qui se renouvelle

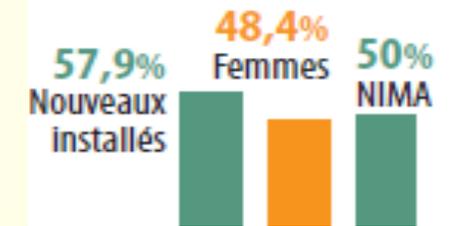
- Des collectivités qui s'investissent dans l'installation et l'agriculture (circuits courts, PAT, Acquisition, enjeux environnement/ eau)
- Des acteurs classiques qui s'ouvrent peu à peu aux nouveaux profils
- Les ONVAR sont reconnues et le Réseau InPact devient incontournable
- Des relations OPA/ ONVAR variant selon les contextes locaux
- Un marché concurrentiel de l'installation-accompagnement

### Les actions de la SAFER\*

**105 000 ha**

rétrocédés par la SAFER  
aux agriculteurs et agricultrices

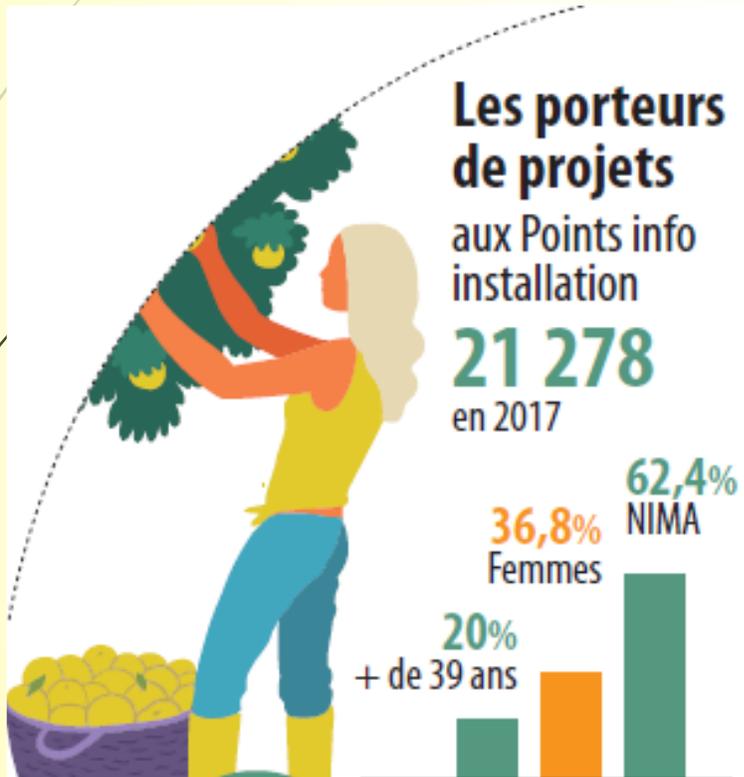
**36,5%** ont été consacrés à l'installation



Source : Avis du CESE - 2020

# Défis actuels et nouveaux horizons

De nouveaux profils se présentent aux portes d'une profession qui n'assure plus son renouvellement : nécessité de médiation

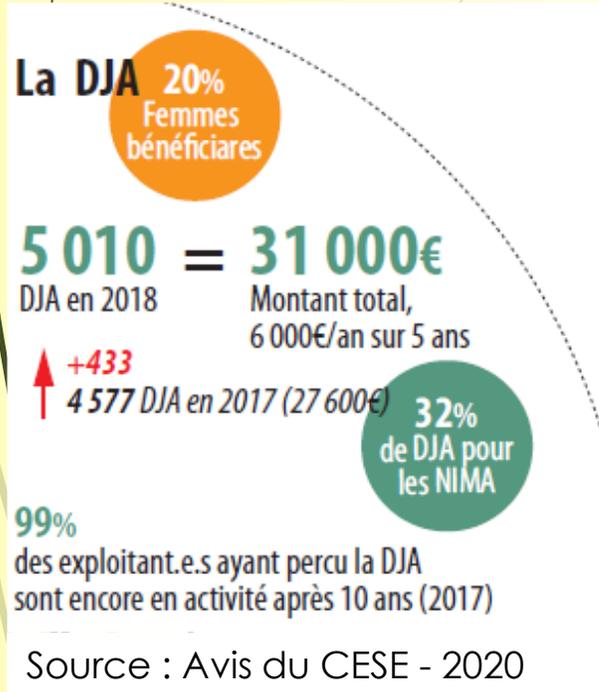


Source : Avis du CESE - 2020

- **Les installés en 2018 : 13 925** (données MSA)
  - 65% de ceux qui se sont présentés au Point info installation en 2017
- **La DJA** a été pensée pour la reprise familiale et doit être repensée
  - La majorité de ceux qui s'installent aujourd'hui sont NIMA

# Défis actuels et nouveaux horizons

## Les nouveaux chemins et profils de l'installation



Sur les **13 925** exploitant-e-s installées en 2018 = **64% le font sans DJA** (8915)

Les **NIMA** = 62% des porteurs de projet et 32% des installés avec DJA

**Les nouveaux installés en 2018** : 13 925

- 31% > 40 ans et 30% de femmes
- 35% se déclarent pluri-actifs
- 55% s'installent sous forme sociétaire
- Sur des surfaces inférieures à la moyenne (36ha)

Mais peu de données nationales sur les « **Sans dot** »

- 90% des installés sans DJA sont encore en activité 10 ans après

# Défis actuels et nouveaux horizons

## Des enquêtes locales sur les nouveaux profils d'installés « atypiques » (Civam – Jura)

- « Atypiques », « diversifiés », « Hors Cadre », « Néo-paysans »...nommer et reconnaître comme enjeu
- Un accès difficile au foncier
- Un rapport différencié à l'accompagnement : autonomie et pragmatisme
- Des « entrepreneurs innovants », reliés au local et à des réseaux « alternatifs » plus qu'à la profession localement
- Une préférence pour la création d'activité, en individuel ou collectif, mais pas comme « remplaçant » dans un Gaec
- Des structures de production diversifiées, circuit court et bio
- La pluriactivité comme sécurisation des parcours
- Statuts variés relevant parfois de plusieurs champs (agri, commercial, artisanal)
- Une recherche d'équilibre entre qualité de vie et sens au travail.

## Le renouvellement vu par les organisations classiques et alternatives :

- **Les organisations classiques** : transmettre d'un seul tenant, reproduire et maintenir les structures, insérées dans les filières « solides »
  - Un discours se développe sur « l'inadéquation » entre l'offre des cédants et les projets des candidats à l'installation. Enjeux de l'attractivité des filières classiques
- **Les organisations alternatives** : renouveler, diversifier, structurer de nouvelles filières, repenser les anciennes filières
  - Position d'InPact : Installer plus que les départs ; démembrer les fermes trop grandes, installation collective

## Des points d'appui

- Loi d'avenir pour l'agriculture (2014) :
  - la transition agroécologique comme nouveau référentiel des pol.
  - Adaptation du parcours à l'installation (progressif)
- Loi Egalim (2018)
  - Plan Bio
  - Partage de la valeur pour les producteurs
- Le nouveau dispositif AITA
- Les outils fonciers facilitant l'accès à la terre
  - GFA collectif ; Fond de dotation ; TDL ;
  - Le portage du foncier par les collectivités
- Les structures facilitant l'accès au métier (accompagnement)
  - Espace test agricole (réseau Reneta)
  - Civam, Ardear, Afocg, ...
  - Demarche RARES en BFC

## Les chantiers

- La transmission peut être une occasion de transition
- La transmission ne peut se concevoir à l'identique :
  - Des fermes trop grandes et capitalistiques pour être reprises
  - Des cédants sans repreneurs et des candidats NIMA plus nombreux
- Un paysage institutionnel qui se renouvelle : concurrence ou complémentarité ?
- Des médiations à mettre en place (Entre Cédant et Candidat et entre Structures d'accompagnement)
- Des collectivités comme point d'appui mais un débat à mener sur l'aménagement du territoire (Métropolisation ou Maillage ?)
- Des outils fonciers à revoir dans leur gouvernance et référentiel

## Quelques pistes

- Changer les référentiels : intensification en W et non en K
- Attribuer les aides PAC à l'installation selon le nombre d'installés et non la taille des exploitations (CESE)
- Favoriser la transmission : augmenter les retraites agricoles et supprimer les aides PAC au-delà de 70 ans ou d'un taux plein de retraite (Cese)
- Mettre en réseaux les collectivités qui s'investissent dans l'aide à l'installation : mutualiser, diffuser les initiatives ; mais aussi les offres et les demandes
- Dissocier la propriété foncière et l'appropriation de la terre pour l'usage agricole : propriété collective, communale (question du logement à gérer)
- Revoir les zonages PLU : introduire des ZEC (Zone d'écologie communale)